



SÉNAT | SENATE
CANADA

FICHE DESCRIPTIVE

Le revenu de base garanti suffisant & le projet de loi S-233

Sénatrice Kim Pate
Ontario

Les coûts financiers d'un revenu de base garanti suffisant

Il y a deux façons d'envisager le coût d'un revenu de base garanti suffisant (RBGS). La première examine les coûts initiaux de la mise en œuvre du programme et les différents moyens de financer ces coûts. La seconde consiste à reconnaître que l'initiative de RBGS représente un investissement dans la communauté qui portera ses fruits sur le plan de la réduction de la pression sur les programmes sociaux existants et d'augmentation des recettes fiscales pour les différents ordres de gouvernement.

Coûts initiaux

L'une des critiques souvent formulées à l'encontre des programmes de RBGS est qu'ils sont très coûteux et qu'ils risquent d'entraîner une augmentation importante de la charge fiscale qui aggravera la situation de la classe moyenne. C'est précisément ce que font certaines propositions : elles estiment que les coûts des programmes sont très élevés et suggèrent de les financer en augmentant les impôts et en supprimant des crédits d'impôt dont bénéficie la classe moyenne. Le Réseau canadien pour le revenu garanti a [documenté](#) l'incidence des décisions prises lors de la conception et du financement d'un RBGS.

Le [Bureau du directeur parlementaire du budget](#) (BDPB), par exemple, a envisagé un programme qui garantirait aux personnes âgées de 18 à 64 ans un revenu annuel de 16 989 \$ et aux couples de 24 027 \$, réduit de 0,50 \$ pour chaque dollar gagné. En d'autres termes, le montant total reçu par une famille diminuerait à mesure que le revenu gagné augmenterait, disparaissant complètement pour les personnes célibataires à 33 978 \$ et pour les couples à 48 054 \$. Les personnes vivant avec un handicap recevraient 6 000 \$ supplémentaires par an. En conséquence, les taux de pauvreté diminueraient de 49 % et les revenus des 20 % de Canadiens les plus pauvres augmenteraient de 4 535 \$, soit 17,5 % par an.

Toutefois, ce programme représenterait un coût très important de 87,6 milliards de dollars par an. Afin d'assumer pleinement ce coût, le BDPB suggère d'éliminer une série de crédits d'impôt souvent utilisés par la classe moyenne, ce qui améliorerait la situation des 40 % les plus pauvres, mais laisserait 60 % des ménages dans une situation marginalement plus défavorable¹. Le BDPB a également pris en compte les économies potentielles liées aux programmes provinciaux d'aide sociale.

Ce modèle est basé sur l'[expérience](#) de RBGS de l'Ontario. Il existe d'autres moyens de concevoir un RBGS ciblé. Par exemple, la façon dont on traite les enfants adultes vivant dans leur famille pourrait être modifiée. Dans le calcul des BDPB, les prestations étaient basées uniquement sur les revenus du demandeur et de son partenaire, s'il en avait un. Toutefois, cela implique que les enfants adultes vivant avec leurs parents dans des familles à hauts revenus pourraient bénéficier d'une aide même si leurs parents ne remplissent pas les conditions requises. Il n'est pas nécessaire que cela fasse partie du modèle. Les prestations pourraient être calculées sur la base de la famille de recensement, en fonction de quoi les enfants adultes vivant avec leurs parents recevraient une prestation basée sur le revenu familial total. Si le revenu familial est élevé, les enfants adultes vivant à la maison ne recevront pas de prestations, même si leurs propres revenus sont faibles. Ce modèle permettrait aux jeunes qui sont parents ou qui travaillent et vivent seuls de recevoir l'aide nécessaire, tout en garantissant que les enfants adultes vivant dans des familles disposant de moyens suffisants n'en bénéficient pas.

Ce modèle pourrait réduire les coûts de 40 % tout en augmentant les niveaux de prestations et en réduisant le taux de pauvreté dans des proportions aussi importantes que le modèle du BDPB². Pour chaque dollar gagné, les prestations diminueraient de 0,50 \$. Les enfants de moins de 18 ans continueraient à recevoir la prestation canadienne pour enfants, et les personnes âgées recevraient la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) et, si elles y ont droit, le Supplément de revenu garanti et/ou la pension de retraite du Régime de pensions du Canada. Avec ce modèle, aucun bénéficiaire actuel des programmes sociaux ne verrait sa situation se dégrader, et la plupart d'entre eux verraient leur situation s'améliorer de manière substantielle. La grande pauvreté est pratiquement éliminée, et le taux de pauvreté diminuerait à peu près dans les mêmes proportions que dans le modèle du BDPB. Le coût initial de la fourniture d'un RBGS dépend fortement des détails. Cet exemple montre qu'une modification de la définition de la famille permet de réaliser des économies substantielles en ramenant les coûts bruts à un niveau similaire à celui d'autres dépenses publiques qui ont été adoptées.

1 Le revenu annuel après impôt et le revenu de transfert des trois quintiles de revenus les plus élevés ont diminué d'environ 1 600 \$ en moyenne.

2 Pour les familles avec trois adultes ou plus, la prestation maximale est calculée en multipliant la prestation maximale pour un seul adulte par la racine carrée du nombre d'adultes dans la famille. La « règle de la racine carrée » est utilisée dans le monde entier pour la conception des prestations en vue de tenir compte des « économies d'échelle » : il est moins coûteux pour deux personnes vivant ensemble de satisfaire leurs besoins fondamentaux que pour chacune d'entre elles de vivre séparément. Les chiffres datent de 2022.

Ce sont toutefois les coûts nets du plan qui sont importants. Environ 5 % de la population de moins de 65 ans [reçoit actuellement](#) l'aide sociale provinciale. Étant donné qu'un RBGS réduirait le besoin d'aide sociale provinciale, une partie du financement nécessaire pour un RBGS pourrait provenir des provinces³. Le reste pourrait être financé par des modifications fiscales progressives touchant principalement les revenus les plus élevés. Les personnes à revenus moyens et, en particulier, les personnes âgées n'ont pas à soutenir ce fardeau.

Rendement du capital investi

Les programmes de RBGS antérieurs ont généré un large éventail de résultats positifs sur l'éducation (p. ex. la scolarisation, la formation professionnelle), la santé (p. ex. la santé physique, la nutrition), l'esprit d'entreprise (p. ex. l'emploi), l'intégration sociale (p. ex. l'engagement civique), le bien-être subjectif (p. ex. le bien-être émotionnel, la santé mentale), les actifs (p. ex. le revenu, l'épargne) et le logement (p. ex. la stabilité du logement), mais sans augmentation notable des dépenses en biens de tentation (p. ex. l'alcool, les drogues), à la fois dans le [monde en développement](#) et dans les [pays développés](#).

Un RBGS qui réduit la pauvreté aurait des effets substantiels et de grande portée à la fois sur les familles dont la vie est transformée et sur la société dans son ensemble. Une estimation prudente du coût de la pauvreté est de 4 % du produit intérieur brut (PIB), soit environ 80 milliards de dollars par an⁴. Ces coûts comprennent une croissance économique réduite et des coûts plus élevés dans les systèmes de santé et de justice pénale, ainsi que des coûts soutenus par d'autres.

Un tiers de ces coûts est soutenu directement par le gouvernement sous la forme d'une diminution des recettes fiscales et d'une augmentation des dépenses. Un programme qui réduit considérablement la pauvreté renforcera l'activité économique et améliorera la santé et le bien-être de la population, ce qui lui permettra de s'autofinancer au moins partiellement au fil du temps.

L'estimation du rendement social de l'investissement (RSI), ou le montant qui pourrait être économisé en investissant dans un RBGS, est plus difficile que l'estimation des coûts initiaux en raison de l'incertitude liée à l'ampleur et à la rapidité de la baisse des coûts de la pauvreté. Le Community-University Institute for Social Research de l'Université de Saskatchewan a utilisé un modèle similaire au BDPB et les meilleurs renseignements disponibles pour [estimer](#) le rendement social de l'investissement à 1,06. En d'autres termes, chaque dollar investi dans un RBGS génère 1,06 dollar d'économies.

3 Il convient de noter que la totalité du budget provincial d'aide au revenu ne pourrait pas être réaffectée, car les provinces resteraient responsables des besoins propres à la province et des besoins d'urgence, ainsi que des services destinés aux personnes vivant avec un handicap.

4 Selon le Homeless Hub, la pauvreté coûte au Canada entre [72 et 84 milliards de dollars par an](#). Selon des estimations antérieures, le coût de la pauvreté s'élèverait à [6,6 % du PIB](#).

Le RBGS peut réduire la charge fiscale du gouvernement, car les bénéficiaires qui deviennent plus indépendants financièrement ont moins recours aux services sociaux et de santé. Une [étude](#) récente menée à Vancouver sur les transferts inconditionnels d'argent liquide aux personnes sans abri a démontré qu'un transfert de 7 500 \$ permettait d'économiser 8 277 \$ par personne et par an (soit un rendement de 110 %) en réduisant la dépendance à l'égard des services sociaux et de santé. Les économies nettes de 777 \$ suggèrent qu'un programme de RBGS soigneusement conçu peut être rentable et permettre aux gouvernements et aux contribuables d'économiser de l'argent.

Les références clés

Basic Income Canada Network, Basic Income: Some Policy Options, 2019, https://basicincomecanada.org/policy_options/ [en anglais uniquement].

BDPB, Analyse financière et distributive d'un revenu de base garanti à l'échelle nationale, 2021, <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/RP-2122-001-S--distributional-fiscal-analysis-national-guaranteed-basic-income--analyse-financiere-distributive-un-revenu-base-garanti-echelle-nationale>.

Ryan Dwyer et al., Unconditional Cash Transfers Reduce Homelessness, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 2023, <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2222103120> [en anglais uniquement].

Isobel M. Findlay, Suresh S. Kalagnanam, Cassidy Rheaume, Anh Pham, Charles Plante & Colleen Christopherson-Cote, Basic Income: Calculating the Cost Savings and Downstream Benefits, 2023, https://cuivr.usask.ca/documents/publications/2020-2024/cuivr_bi-rprt_digital-sngl.pdf [en anglais uniquement].



SÉNAT | SENATE
CANADA

FICHE DESCRIPTIVE

Le revenu de base garanti suffisant & le projet de loi S-233

Sénatrice Kim Pate
Ontario

Le revenu de base garanti suffisant découragera-t-il le travail?

Le [Bureau du directeur parlementaire du budget](#) (BDPB), en consultation avec David Green, a examiné les données empiriques et a conclu qu'un revenu de base garanti suffisant (RBGS) pourrait réduire le nombre d'heures travaillées de 1,5 % au maximum. L'expérience récente de [revenu de base en Finlande](#) n'a pas montré de différence concrète dans le nombre d'heures travaillées entre les personnes qui ont bénéficié d'un revenu de base et celles qui n'en ont pas bénéficié. De nombreux essais liés au revenu de base ont montré que le RBGS a [peu d'impact négatif](#) sur l'offre de travail. En effet, [une étude récente](#) montre que le revenu de base a, en fait, augmenté l'offre de travail au niveau mondial parmi les adultes, hommes et femmes, jeunes et vieux. La réduction légère, mais non importante, de l'offre de travail a été observée chez les travailleurs qui étaient des enfants, des personnes âgées, des malades, des personnes handicapées, des femmes ayant des enfants en bas âge et des jeunes qui ont poursuivi leur scolarité après avoir bénéficié du revenu de base.

Cela est tout à fait cohérent avec les données expérimentales au Canada. Une enquête réalisée à la suite de l'annulation de l'expérience de [RBGS de l'Ontario](#) a montré que les bénéficiaires qui travaillaient avant de participer au programme continuaient à travailler tout en recevant une aide. Certains en ont profité pour chercher de meilleurs emplois. Ceux qui ne travaillaient pas ont profité de l'occasion pour améliorer leurs compétences professionnelles.

La Prestation canadienne d'urgence (PCU) a offert une aide au revenu pendant la récente pandémie. Bien qu'elle diffère à bien des égards d'un RBGS, son incidence sur le travail est révélatrice. Une [enquête](#) menée par le Centre canadien de politiques alternatives a montré que le programme a permis à 66 % des personnes qui ont repris le travail de le faire dans des conditions qui leur convenaient. En effet, 62 % ont profité de l'occasion pour réexaminer leurs choix de carrière, 57 % ont pu trouver un meilleur emploi plutôt que de se contenter de la première occasion qui se présentait et 37 % des bénéficiaires ont investi dans la formation professionnelle ou l'éducation.

La crainte qu'un RBGS ne décourage le travail ne correspond pas aux données empiriques. Le niveau global de l'emploi au Canada est fortement influencé par la politique monétaire de la Banque du Canada, plutôt que par les attitudes de chaque Canadien.

Les références clés

Abhijit V. Banerjee et al., Debunking the Stereotype of the Lazy Welfare Recipient: Evidence from Cash Transfer Programs, World Bank Research Observer, 2017, <https://doi.org/10.1093/wbro/lkx002> [en anglais uniquement].

Manuela A. De Paz-Báñez et al., Is There Empirical Evidence on How the Implementation of a Universal Basic Income (UBI) Affects Labour Supply? A Systematic Review, *Sustainability*, 2020, <https://www.mdpi.com/2071-1050/12/22/9459> [en anglais uniquement].

Mohammad Ferdosi et al., Southern Ontario's Basic Income Experience, McMaster University Labour Studies, Hamilton Community Foundation and Hamilton Roundtable for Poverty Reduction, 2020, <https://labourstudies.mcmaster.ca/documents/southern-ontarios-basic-income-experience.pdf> [en anglais uniquement].

Olli Kangas et al. (eds.), Experimenting with Unconditional Basic Income: Lessons from the Finnish BI Experiment 2017-2018, 2021, <https://www.e-elgar.com/shop/usd/experimenting-with-unconditional-basic-income-9781839104848.html> [en anglais uniquement].

BDPB, Analyse financière et distributive d'un revenu de base garanti à l'échelle nationale, 2021, <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/RP-2122-001-S--distributional-fiscal-analysis-national-guaranteed-basic-income--analyse-financiere-distributive-un-revenu-base-garanti-echelle-nationale>.

Katherine Scott & Trish Hennessy, CERB: More than just an income program, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2023, <https://policyalternatives.ca/publications/reports/cerb-more-just-income-program> [en anglais uniquement].



SÉNAT | SENATE
CANADA

FICHE DESCRIPTIVE

Le revenu de base garanti suffisant & le projet de loi S-233

Sénatrice Kim Pate
Ontario

Le revenu de base garanti suffisant provoquera-t-il de l'inflation?

[Une analyse récente](#) suggère qu'il est peu probable que le revenu de base garanti suffisant (RBSG) provoque de l'inflation parce qu'il implique une redistribution de l'argent plutôt qu'une création de nouveaux fonds.

L'une des craintes de nombreuses personnes est que l'argent reçu par les personnes à faible revenu dans le cadre du RBSG soit entièrement absorbé par les augmentations de loyer, ce qui n'améliorerait pas la situation des bénéficiaires. Le RBSG ne résoudra pas la crise du logement, et tous les autres outils disponibles pour mettre à disposition des logements locatifs dans les régions où ils sont peu nombreux sont encore nécessaires. Cependant, il n'est pas vrai que les bénéficiaires ne seraient pas mieux lotis s'ils recevaient de l'argent d'un RBSG.

Les bénéficiaires des fonds supplémentaires du RBSG n'ont pas tous les mêmes besoins, et tous ne dépenseront pas la totalité de l'argent qu'ils reçoivent pour payer leur loyer. Certains chercheront un meilleur logement; d'autres économiseront sur le logement en vivant avec des colocataires ou de la famille, et dépenseront l'argent pour améliorer l'alimentation, les transports ou l'éducation. L'un des avantages réels d'un RBSG est qu'il ne limite pas la manière dont les bénéficiaires peuvent dépenser l'argent.

Examinez les différentes façons de concevoir une aide au logement. Les programmes d'aide sociale traditionnels prévoient une « allocation-logement » qui, dans certains cas, est versée directement aux propriétaires. Le résultat d'une augmentation est tout à fait prévisible : en l'absence de contrôle des loyers, le « loyer » des logements de qualité inférieure augmentera proportionnellement à l'allocation-logement, ce qui n'améliorera pas la situation des bénéficiaires.

En revanche, une allocation-logement transférable permet aux bénéficiaires, qu'ils perçoivent une aide au revenu ou qu'ils dépendent d'un revenu salarial, de louer où et comme ils le souhaitent. Dans la plupart des cas, les bénéficiaires sont toujours tenus de présenter des quittances de loyer, de sorte qu'ils n'ont pas un contrôle total sur l'argent. [Certaines données](#) suggèrent que les loyers des habitations à loyer modéré augmentent, mais dans une mesure inférieure au montant de l'allocation. Les propriétaires et les bénéficiaires partagent les avantages des aides au logement transférables, ce qui peut entraîner une amélioration de la qualité des logements. C'est ce qui s'est passé au Manitoba, où les allocations-logement sont transférables depuis 2015. [Les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement \(SCHL\)](#) ne suggèrent pas que l'aide au loyer fasse augmenter les loyers au Manitoba, bien qu'il puisse y avoir un léger effet sur les logements les moins chers.

Un RBSG va encore plus loin. Comme les ménages n'ont pas à fournir de quittance de loyer, l'argent reçu sous forme de transfert monétaire n'a pas besoin d'être dépensé pour le logement. Cela permet aux ménages d'avoir un plus grand contrôle sur la manière dont ils répondent à leurs besoins perçus, et devrait avoir un effet encore plus faible sur la qualité la plus basse des logements.

Dans l'ensemble, c'est la fongibilité des liquidités qui garantit que le RBSG ne sera pas inflationniste tant que la masse monétaire globale ne sera pas augmentée.

Les références clés

Anne Laferrère & David Le Blanc, How do housing allowances affect rents?: An empirical analysis of the French case, 2004, <https://doi.org/10.1016/j.jhe.2004.02.001> [en anglais uniquement].

Joshua Miller, Universal Basic Income and Inflation: Reviewing Theory and Evidence, 2021, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3920748> [en anglais uniquement].

SCHL, Le programme d'allocation pour le loyer du Manitoba dans le contexte de la Stratégie nationale sur le logement, 2021, <https://www.cmhc-schl.gc.ca/professionnels/marche-du-logement-donnees-et-recherche/recherche-sur-le-logement/rapports-de-recherche-en-habitation/resultats-extrants-de-la-strategie-nationale-sur-le-logement/le-programme-dallocation-pour-le-loyer-du-manitoba-dans-le-contexte-de-la-strategie-nationale-sur-le-logement-du-canada>.



SÉNAT I SENATE
CANADA

FICHE DESCRIPTIVE

Le revenu de base garanti suffisant & le projet de loi S-233

Sénatrice Kim Pate
Ontario

Atteindre les plus marginalisés

Le revenu de base garanti suffisant (RBSG) peut atteindre pratiquement toutes les personnes qui en ont besoin, même en dehors du système fiscal. Pour ceux qui ne déclarent pas leurs impôts, le RBSG offre la possibilité d'intégrer les personnes les plus marginalisées dans le système financier en leur fournissant des [services gratuits de remplacement de la carte d'identité](#), des [comptes chèques gratuits](#) et des [téléphones mobiles](#) gratuits, de telle sorte que les personnes peuvent ouvrir des comptes et recevoir des paiements, comme le démontrent de nombreux [programmes de transfert d'argent liquide](#) dans les pays en développement.

En outre, le passage à la déclaration automatique des revenus pour les personnes à revenu faible ou nul – qui a récemment reçu un coup de pouce dans le [budget de 2023](#) – facilitera progressivement l'utilisation du système fiscal pour obtenir un avantage en matière de RBSG. Un exemple de cette innovation est [la déclaration de crédit et de prestations T1S-D](#), conçue par l'Agence du revenu du Canada pour faciliter le versement de l'Allocation canadienne pour enfants aux ménages autochtones vivant dans les réserves et qui ne sont pas tenus de remplir une déclaration d'impôt sur le revenu.

Les références clés

Abhijit Banerjee, Paul Niehaus & Tavneet Suri, Universal Basic Income in the Developing World, Annual Review of Economics, 2019, <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-080218-030229> [en anglais uniquement].

Anna Kopec & Yuriko Cowper-Smith, Guelph Wellington Taskforce for Poverty Elimination: Avenues for Creating an ID Bank, 2016, <http://hdl.handle.net/10214/9594> [en anglais uniquement].

Anurag Maripally & Larry Bridwell, The Future of Financial Inclusion and Its Impact on Poverty Reduction in India, <http://larrybridwell.com/The%20Future%20of%20Financial%20Inclusion%20and%20Its%20Impact%20on%20Poverty%20Reduction%20in%20India.pdf> [en anglais uniquement].

Britni Must & Kathleen Ludewig, Mobile Money: Cell Phone Banking in Developing Countries, Policy Matters, 2010, <https://www.policymatters.net/wp-content/uploads/2020/02/2010Volume7.pdf#page=27> [en anglais uniquement].

New Leaf Project, Final Report, 2019, <https://www.homelesshub.ca/resource/new-leaf-project-%E2%80%93-final-report> [en anglais uniquement].



Le revenu de base garanti suffisant & le projet de loi S-233

Sénatrice Kim Pate
Ontario

Le revenu de base garanti suffisant et les programmes existants

La relation entre le revenu de base garanti suffisant (RBGS) et les programmes sociaux existants constitue une préoccupation centrale. Le RBGS est une forme de remplacement du revenu; il fournit de l'argent aux particuliers, mais pas de biens ou de services associés à des circonstances particulières. Il ne peut pas remplacer les biens ou les services offerts pour répondre à des besoins particuliers, tels que les soins de santé, la formation professionnelle ou l'éducation. Il peut toutefois remplacer de nombreux transferts en espèces du gouvernement aux particuliers, tels que l'aide sociale provinciale et territoriale ou le crédit de TPS. Cela pourrait [réduire les coûts administratifs](#), car il supprime d'importantes ressources de traitement administratif (p. ex. les coûts de demande, d'évaluation et de suivi). Cela dit, comment le RBGS [recoupe les services sociaux existants](#) (p. ex. l'invalidité, l'aide au revenu, l'aide à l'enfance) doit faire l'objet d'une réflexion approfondie.

Un exemple de la manière dont les programmes existants peuvent fonctionner avec un RBGS concerne les personnes vivant avec un handicap. Dans toutes les provinces et territoires, les personnes vivant avec un handicap peuvent bénéficier de certaines formes de remplacement du revenu si elles ne peuvent pas travailler. Dans certaines provinces, comme l'Ontario, seules les personnes bénéficiant d'une aide aux personnes vivant avec un handicap (p. ex. le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH)) peuvent prétendre aux aides à la santé nécessaires, telles que les appareils de mobilité, les prothèses auditives, les ordonnances, etc. Le programme fait appel à des chargés de dossiers pour aider les personnes à naviguer dans un système complexe. Le couplage des services et de l'aide au revenu a découragé certaines personnes vivant avec un handicap d'entrer sur le marché du travail parce qu'elles craignent de perdre l'accès aux services spécialisés dont elles pourraient avoir besoin à un moment ou à un autre.

D'autres provinces s'efforcent de faire la dissociation entre la fourniture d'aides à la santé et le remplacement du revenu, car certaines personnes qui travaillent et n'ont pas besoin de remplacement de revenu peuvent avoir besoin d'aide pour les ordonnances ou les appareils de mobilité, tandis que d'autres personnes vivant avec un handicap ont besoin d'un remplacement de revenu, mais n'ont pas besoin de services de santé. De même, certaines personnes âgées ont besoin de soins de santé sans avoir besoin d'un remplacement de revenu par le biais des prestations d'invalidité. Certaines personnes vivant avec un handicap comptent beaucoup sur leur chargé de dossiers, tandis que d'autres trouvent qu'il n'est pas utile ou nuisible.

Le Manitoba, comme d'autres provinces, offre à tous les habitants (et pas seulement aux personnes vivant avec un handicap) une aide pour les médicaments sur ordonnance en fonction du niveau de leur revenu et non de sa source. Les travailleurs à faible revenu reçoivent des ordonnances gratuites ou fortement subventionnées, tout comme les personnes bénéficiant d'une aide au revenu. De même, les personnes qui ne bénéficient pas de prestations d'invalidité peuvent bénéficier d'une aide technologique, d'une aide à la mobilité ou d'une aide au transport. Il n'y a donc aucune raison de ne pas entreprendre les travaux qui pourraient être appropriés. Ce processus de dissociation entre les biens et services et le remplacement du revenu est en cours dans plusieurs provinces.

Le rôle du chargé de dossiers a également fait l'objet d'un examen minutieux. Le Manitoba met en place un système pour les personnes vivant avec un handicap de longue durée qui rend le chargé de dossiers facultatif. Les personnes qui n'ont pas besoin de ses services ne sont pas obligées de passer par le chargé de dossiers. Les personnes qui trouvent que les chargés de dossiers sont utiles ont un meilleur accès parce que le système est moins sollicité. La province travaille également avec des organisations communautaires de confiance, telles que l'INCA (l'Institut national canadien pour les aveugles), pour certifier et former des travailleurs communautaires qui serviront de navigateurs. Cette mesure a été prisée par la communauté des personnes vivant avec un handicap en raison des expériences passées avec les chargés de dossiers mis à disposition par le gouvernement. Ce processus est à la fois efficace d'un point de vue économique et responsabilisant pour les personnes.

En définitive, le RBGS ne remplace pas les biens et les services qui ont été mis en place pour répondre à des besoins ou à des objectifs particuliers. Il peut remplacer certains transferts en espèces. La séparation de ces deux types d'aides est déjà en cours, car les provinces ont déjà reconnu les incitations perverses associées à la fourniture d'aides liées. Le RBGS soutiendra et encouragera ce processus.

Les références clés

Abhijit Banerjee, Paul Niehaus & Tavneet Suri, Universal Basic Income in the Developing World, Annual Review of Economics, 2019, <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-080218-030229> [en anglais uniquement].

Evelyn L. Forget, Basic Income for Canadians: From the COVID-19 Emergency to Financial Security for All, 2020, <https://lorimer.ca/adults/product/basic-income-for-canadians-2/> [en anglais uniquement].



Le revenu de base garanti suffisant & le projet de loi S-233

Sénatrice Kim Pate
Ontario

L'impôt cognitif de la pénurie

Qu'est-ce que la pénurie?

La pénurie est le fait de disposer de ressources insuffisantes pour répondre à la demande (p. ex. avoir moins d'argent que nécessaire). La plupart des études sur la pénurie se concentrent sur le manque d'argent, mais les mêmes principes s'appliquent à d'autres ressources (p. ex. la pénurie de temps, de nourriture, d'eau, d'énergie, d'interactions sociales; Zhao et Tomm, 2018).

Quel est l'impôt cognitif de la pénurie?

Des études ont montré que le manque d'argent incite les gens à se concentrer sur le problème d'argent en question (p. ex. payer le loyer) tout en les amenant à négliger d'autres aspects de leur vie qui nécessitent également une attention particulière (p. ex. s'occuper de leurs enfants; Mullainathan et Shafir, 2013; Zhao et Tomm, 2017, 2018).

L'impôt cognitif de la pénurie se présente sous au moins trois formes.

Le fait de devoir se concentrer sur des problèmes d'argent

Premièrement, le fait de devoir se concentrer sur des problèmes d'argent est cognitivement éprouvant, car il oblige les gens à réfléchir sérieusement à la manière de résoudre le problème en utilisant leurs ressources financières insuffisantes (Shah et coll., 2012). Par analogie, si vous n'avez qu'une petite valise à main à préparer pour des vacances d'une semaine, il est beaucoup plus difficile de faire vos bagages que si vous avez deux grandes valises que vous pouvez enregistrer. La pénurie oblige les gens à réfléchir à des compromis (p. ex. si je dépense de l'argent pour ceci, à quoi dois-je renoncer?), ce qui est mentalement épuisant.

La pénurie met également en évidence la dimension monétaire des expériences quotidiennes des personnes en situation de pénurie (Shah et coll., 2018). Par exemple, sortir avec des amis représente une expérience sociale pour la plupart des gens, mais pour une personne à faible revenu, cela soulève automatiquement la question de savoir combien d'argent cela va coûter.

Le fait de se concentrer sur une chose signifie que l'on ne se concentre pas sur une autre

Deuxièmement, le fait de se concentrer sur une chose signifie que l'on ne se concentre pas sur une autre (Mani et coll., 2013). La pénurie met les gens en mode de lutte contre les incendies dans le présent, ce qui les amène à négliger d'autres aspects importants de leur vie, tels que la planification à long terme ou le soin de leur santé. Un effet encore plus néfaste de la pénurie est qu'elle peut amener les gens à négliger des possibilités bénéfiques (p. ex. l'aide sociale, les possibilités de formation professionnelle) qui peuvent les aider à sortir de la pénurie (Tomm et Zhao, 2016). C'est l'une des raisons pour lesquelles le taux de participation à de nombreux programmes de réduction de la pauvreté est faible. La pénurie peut mettre les gens dans un tunnel de vision où ils ne peuvent se concentrer que sur quelque chose tout en perdant de vue la situation dans son ensemble (Shah et coll., 2012). La pénurie réduit également la largeur de bande mentale en général. Par exemple, les personnes en situation de pénurie obtiennent de moins bons résultats à une série de tests cognitifs (Mani et coll., 2013), sont moins capables de contrôler leurs impulsions (Mani et coll., 2020), ont tendance à oublier davantage (Tomm et Zhao, 2017) et commettent plus d'erreurs au travail (Kaur et coll., 2021). Ces comportements peuvent être particulièrement problématiques parce qu'ils peuvent amener les gens à perdre leur emploi, à encourir des frais ou des dettes plus importants, ce qui peut perpétuer le cycle de la pénurie.

L'environnement social

Troisièmement, la pénurie d'argent est souvent associée à un environnement social caractérisé par la discrimination, les stéréotypes et la stigmatisation. Par exemple, les personnes ayant un statut socioéconomique inférieur sont généralement considérées par les autres comme moins compétentes (Durante et coll., 2017). Ces perceptions négatives pèsent lourdement sur l'esprit des personnes dont le statut socioéconomique est moins élevé (ce que l'on appelle la menace du stéréotype). Ces menaces incitent les gens à s'autocontrôler de plus en plus en se préoccupant des opinions et des comportements des autres, ce qui occupe la bande passante mentale (Duquenois, 2022; Schmader et coll., 2018).

Comment supprimer l'impôt cognitif de la pénurie?

Des études ont montré que les formations cognitives ciblant la personne (p. ex. la formation cognitive, enseigner aux gens à penser différemment) ne fonctionnent pas (Sala et Gobet, 2019). Mais les interventions ciblant la situation de pénurie (p. ex. en augmentant le plancher de revenu, en fournissant une sécurité de revenu) sont les plus efficaces (Ong et coll., 2019). Par exemple, une récente étude (Dwyer et coll., 2023) montre que l'octroi d'un transfert d'argent aux personnes sans domicile n'apporte pas seulement des avantages cognitifs, mais aussi une série d'améliorations comportementales à long terme qui finissent par faire économiser de l'argent aux gouvernements. Mais le fait d'offrir à ces personnes un accompagnement et un atelier n'a eu aucune incidence.

Références

- Duquenois, C., « Fictional money, Real costs: Impacts of Financial Salience on Disadvantaged Students », *American Economic Review*, vol. 112, 2022, p. 798-826.
- Durante et coll., « Poor but Warm, Rich but Cold (and Competent): Social Classes in the Stereotype Content Model. *Journal of Social Issues*, vol. 73, n° 1, 2017, p. 138-157.
- Dwyer et coll., « Unconditional cash transfers reduce homelessness », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 120, n° 36, 2023.
- Kaur et coll., « Do Financial Concerns Make Workers Less Productive? », *National Bureau of Economic Research*, 2021. Publié en ligne en juillet 2021.
- Mani et coll., « Poverty Impedes Cognitive Function », *Science*, vol. 341, n° 6149, 2013, p. 976-980.
- Mani et coll., « Scarcity and Cognitive Function around Payday: A Conceptual and Empirical Analysis », *Journal of the Association for Consumer Research*, vol. 5, n° 4, 2020, p. 365-376.
- Mullainathan, S. et Shafir, E., « Scarcity », *Social Policy*, vol. 46, 2013, p. 231-249.
- Ong et coll., « Reducing debt improves psychological functioning and changes decision-making in the poor », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 116, n° 15, 2019, p. 7244-7249.
- Sala, G. et Gobet, F., « Cognitive Training Does Not Enhance General Cognition », *Trends in Cognitive Sciences*, vol. 23, n° 1, 2019, p. 9-20.
- Schmader et coll., « An integrated process model of stereotype threat effects on performance », *Psychological Review*, vol. 115, n° 2, 2008, p. 336-356.
- Shah et coll., « Money in the Mental Lives of the Poor », *Social Cognition*, vol. 36, n° 1, 2018, p. 4-19.
- Shah et coll., « Some Consequences of Having Too Little », *Science*, vol. 338, n° 6107, 2012, p. 682-685.
- Tomm, B., Shafir, E. et Zhao, J., « Scarcity captures attention and induces neglect: Eyetracking and behavioral evidence », dans Papafragou, D. Grodner, D. Mirman et J.C. Trueswell, dir., *Proceedings of the 38th Annual Conference of the Cognitive Science Society*, 2016, p. 1199-1204. Austin, TX: Cognitive Science Society.
- Tomm, B. et Zhao, J., « Scarcity impairs online detection and prospective memory », dans G. Gunzelmann, A. Howes, T. Tenbrink et E. J. Davelaar, dir., *Proceedings of the 39th Annual Conference of the Cognitive Science Society*, 2017, p. 3350-3355. Austin, TX: Cognitive Science Society.
- Zhao, J. et Tomm, B. M., « Attentional Trade-Offs Under Resource Scarcity », *International Conference on Augmented Cognition*, 2017, p. 78-97.
- Zhao, J. et Tomm, B., *Psychological Responses to Scarcity*, Oxford Research Encyclopedia of Psychology, New York: Presse de l'Université Oxford, 2016.



FICHE DESCRIPTIVE

Le revenu de base garanti suffisant & le projet de loi S-233

Sénatrice Kim Pate
Ontario

Dans quelle mesure le revenu de base garanti suffisant serait-il avantageux pour les Peuples et les communautés autochtones et en quoi les aiderait-il?

« Si les effets du colonialisme ont été dévastateurs pour la santé sociale, physique et mentale de nos communautés, l'un de ses objectifs les plus néfastes a été d'exclure délibérément les peuples autochtones du partage de la richesse de ce pays. »

– Stratégie économique nationale pour les Autochtones au Canada, 2022

Un revenu de base garanti suffisant (RBGS) national, conçu en collaboration et en consultation avec les Peuples autochtones, pourrait être un des outils offerts aux Premières Nations pour renforcer leur autodétermination. Il pourrait aider les personnes dans le besoin à se sortir de la pauvreté et permettrait aux Premières Nations de disposer d'une plus grande flexibilité sur le plan financier pour s'autogouverner.

Le RBGS viendrait compléter les programmes et les mesures de soutien offerts et mis en œuvre par et pour les Peuples autochtones sans les remplacer. Il s'agit là d'un élément essentiel. Un RBGS représenterait un investissement de la part du Canada pour remédier aux injustices économiques systémiques qu'il a perpétuées tout en honorant les obligations historiques et actuelles découlant des traités.

Darlene Bernard, cheffe de la Première Nation de l'île Lennox et coprésidente de l'Assemblée des conseils Epekwitk, appuie la création d'un (RBS) pour aider les gens à sortir de la pauvreté. À l'Île-du-Prince-Édouard, 50 % des Mi'kmaq vivent sous le seuil de la pauvreté. En 2020, la cheffe Bernard a demandé au gouvernement provincial de mettre en place un revenu de base garanti avec la participation directe des Mi'kmaq afin de réduire la pauvreté des membres de la communauté et des habitants de l'île.

Les Peuples autochtones et le RBS

Le projet de loi S-233 propose un cadre national pour la mise en œuvre d'un RBS fondé sur la consultation des Nations autochtones. Conformément à la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, la consultation, la coopération et le consentement éclairé font partie intégrante de la réussite de projets comme le RBS.

La députée néo-démocrate Leah Gazan, du territoire visé par le Traité n° 1, parraine le projet de loi C-223 à la Chambre des communes. Le projet de loi C-223 est identique au projet de loi S-233. La députée Gazan estime que le RBS constitue le moyen le plus efficace d'éradiquer la pauvreté et de soutenir les systèmes de santé et de justice, sans compter qu'il contribuera grandement à éliminer la violence fondée sur le sexe. Elle a souligné le rôle essentiel qu'ont joué la consultation et la coordination avec les gouvernements et les dirigeants autochtones dans les deux projets de loi afin de faire progresser la réconciliation et de défendre la souveraineté autochtone et les droits inhérents de ces communautés.

Niigaan Sinclair, écrivain, universitaire et activiste anishinaabe, appuie le projet de loi de la députée Gazan et affirme que, grâce au RBS, les personnes les plus marginalisées de l'économie n'auraient jamais à s'inquiéter d'être dans le besoin. Il s'agirait d'un filet de sécurité, et non d'un luxe, pour les personnes qui y auront accès.

Les femmes autochtones subissent de manière disproportionnée les effets conjugués du colonialisme, du racisme, de la pauvreté et du sexisme. Or, un RBS offrirait un soutien économique et social ainsi qu'une approche sur le terrain pouvant aider les femmes tout en assurant la sécurité des communautés. La lutte contre la marginalisation sociale et économique est l'une des quatre principales façons de mettre fin au génocide et d'entamer le processus de réconciliation mentionnées dans les appels à la justice cités dans l'*Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées (FFADA)* :

Appel à la justice 4.5 de l'enquête nationale sur les FFADA : Nous demandons à tous les gouvernements d'établir un programme de revenu annuel garanti pour tous les Canadiens, y compris les Autochtones, afin qu'ils puissent répondre à tous leurs besoins sociaux et économiques. Ce revenu doit tenir compte des divers besoins, réalités et emplacements géographiques.

D'autres constatations principales du rapport d'enquête sur les FFADA ainsi que les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada sont axés sur des initiatives économiques qui pourraient croiser le RBG.

Colonialisme et pauvreté

L'approche actuelle du Canada pour mettre fin à la pauvreté laisse de côté des millions de personnes, en particulier les Premières Nations, les Métis et les Inuits, qui connaissent des niveaux élevés de pauvreté. Le colonialisme et les politiques méthodiques soutenues par l'État ont forcé les peuples et les communautés autochtones à quitter leurs maisons et leurs terres, les privant de leurs modes de vie traditionnels, de leurs économies, de leurs sources de nourriture, de leurs langues et de leur culture. Le colonialisme systémique a eu de graves conséquences génocidaires, comme le démontrent les taux actuels de marginalisation, d'appauvrissement, d'isolement et d'institutionnalisation, en particulier lorsqu'il s'agit de criminalisation et d'incarcération.

Le [Canadian Poverty Institute](#) signale continuellement que les taux de pauvreté sont plus élevés chez les Peuples autochtones que chez le reste de la population. Selon les données du [recensement de 2016](#), quatre réserves des Premières Nations sur cinq ont un revenu médian inférieur au seuil de pauvreté.

Écarts dans les infrastructures et manque de capitaux dans les communautés autochtones

Dans les communautés autochtones, il existe d'importants écarts sur le plan des infrastructures essentielles comme le logement, le traitement des eaux, les établissements d'enseignement et les réseaux d'énergie. Selon un rapport récent, il faudrait un total de 425 milliards de dollars pour combler ces lacunes.

Les politiques coloniales comme la *Loi sur les Indiens* ont fait des Peuples autochtones des pupilles de l'État. Les Peuples autochtones ont dû quitter leurs territoires traditionnels, sans compter que les systèmes économiques et de gouvernance qu'ils avaient bâtis ont été démantelés. Ces pratiques coloniales ont privé les Peuples autochtones de la possibilité de participer de façon significative à l'économie, les rendant de plus en plus dépendants des subventions fédérales. Aujourd'hui, dans bien des réserves, les logements sont inadéquats et surpeuplés. Les lacunes sur le plan des infrastructures découlent de l'exclusion délibérée des Nations autochtones, qui ne peuvent participer pleinement au développement économique du Canada, qui s'ajoutent à l'incapacité continue du Canada de remédier de manière significative à cette discrimination et de l'éliminer de façon systémique.

Les lois canadiennes considèrent les réserves autochtones comme des propriétés de l'État, ce qui signifie que les communautés autochtones ont moins de chances d'obtenir des capitaux et d'utiliser les actifs existants comme garantie dans les systèmes financiers canadiens. Trop souvent, ce phénomène mène à une hausse des taux d'emprunt qui freine les investissements. Le système des réserves et les autres pratiques créées et perpétuées par la *Loi sur les Indiens* ont restreint l'accès des communautés autochtones aux capitaux et aux fonds propres, ainsi que leur participation significative à l'économie.

Initiatives autochtones de RGS et autogouvernance

Cindy Woodhouse Nepinak, cheffe nationale de l'Assemblée des Premières Nations, a demandé au gouvernement de fournir un financement suffisant pour corriger les lacunes sur le plan des infrastructures et de répondre aux appels à la justice de l'***Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées***¹.

La ***Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*** reconnaît et défend les droits à l'autodétermination, y compris la capacité de s'autogouverner et de financer les dossiers internes, sans oublier le droit à la libre détermination de leur développement économique, social et culturel. Un RGS pourrait favoriser l'autodétermination des Peuples autochtones tout en soutenant l'entrepreneuriat et la mobilité sociale.

¹ Assemblée des Premières Nations, communiqué de presse 2024, « Budget 2024 Leaves a Long Way to Go for First Nations, says AFN National Chief Woodhouse Nepinak ».

Enfants autochtones

Un filet de sécurité financière peut aider les parents à conserver la garde de leurs enfants, à subvenir à leurs besoins essentiels et à les élever selon leur culture et les valeurs de leur communauté. Il est important de préciser que les enfants autochtones sont surreprésentés dans les familles d'accueil. [En 2021](#), 26,3 % des enfants placés en famille d'accueil au Canada étaient des enfants autochtones issus de communautés hors réserve; 7,6 % des enfants venaient d'une communauté vivant dans une réserve; 5,8 % étaient Métis; 2,6 % étaient Inuits; et 9,2 % étaient des Autochtones non inscrits.

Une [étude](#) réalisée par le Centre canadien de politiques alternatives a révélé que les enfants autochtones du Canada sont deux fois plus à risque de vivre dans la pauvreté que les autres enfants². De plus, le taux de pauvreté chez les enfants autochtones est cinq fois supérieur à la moyenne nationale. Les statistiques du

gouvernement montrent qu'en raison des politiques du Canada, [53 %](#) – soit plus de la moitié – des enfants des communautés autochtones vivent dans la pauvreté.

La dignité et la réparation des préjudices économiques systémiques

Trop souvent, les obstacles et le racisme systémiques entraînent l'augmentation de la pauvreté, de la criminalisation, de l'insécurité liée au logement et d'autres problèmes sociaux, comme la toxicomanie, qui touchent de manière disproportionnée les populations autochtones.

Les Peuples autochtones sont surreprésentés dans le système juridique pénal en plus d'être beaucoup plus surveillés et exclus de la société, ce qui se traduit par une incarcération et une criminalisation de masse qui remontent à la création de la *Loi sur les Indiens*. Les personnes autochtones sont [dix fois plus susceptibles](#) que les autres Canadiens d'être incarcérées et de purger l'intégralité de leur peine. [Les jeunes autochtones sont surreprésentés](#) dans les établissements de détention et les programmes de surveillance au sein de la collectivité. En effet, au pays, ils représentent 50 % des admissions au placement et 42 % des admissions à un programme de surveillance au sein de la collectivité.

L'un des premiers programmes de revenu garanti en Amérique du Nord a été mis en place en 1976. Le **Programme de sécurité économique pour les chasseurs crie** est un programme d'aide au revenu destiné aux familles crie qui adoptent un mode de vie traditionnel et pratiquent la chasse, le trappage et la pêche, c'est-à-dire des activités qui sont au cœur de la culture et de l'identité crie. Cette initiative permanente contribue à la sécurité et à l'indépendance financières depuis près de 50 ans. Il s'agit d'un bon exemple pour illustrer la mesure dans laquelle un RGS national inconditionnel pourrait favoriser l'autogouvernance en plus de créer et de renforcer des possibilités culturelles et économiques.

² Centre canadien de politiques alternatives. [Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral 2015 : Faire le bien](#), 2015, p. 106.

Les casiers judiciaires compromettent l'accès au logement et à l'emploi et nuisent à la réinsertion sociale des personnes qui en ont un. Voilà qui peut être source de récidives et mener à une pauvreté persistante.

Les populations autochtones, en particulier dans les communautés nordiques et reculées, connaissent des taux plus élevés d'itinérance. [En 2023](#), 29 % des itinérants au Canada et plus de 13 % des personnes qui avaient des besoins impérieux en matière de logement (les personnes qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement) étaient d'origine autochtone. Les logements occupés par des personnes d'origine inuite sont surpeuplés : le taux de surpopulation pour ce groupe est au moins [deux fois plus élevé que le taux](#) observé chez les non-Autochtones vivant dans les mêmes régions. Par ailleurs, le taux de logements autochtones qui nécessitent d'importantes réparations dans la plupart des provinces est trois fois plus élevé que pour les logements non autochtones.

Conclusion

La mise en place d'un filet de sécurité financière pourrait s'inscrire dans les efforts du Canada visant à éliminer les obstacles coloniaux qui sont synonymes de pauvreté pour les Inuits, les Métis et les membres des Premières Nations. Un RGS national financé par le gouvernement fédéral et élaboré dans le cadre d'un processus de nation à nation offrirait la possibilité de corriger certaines inégalités et injustices systémiques liées à la pauvreté et de renforcer l'autodétermination économique et l'autogouvernance des Peuples autochtones.

Principales sources

Assemblée des Premières Nations, divers communiqués de presse (voir les notes de bas de page), <https://afn.ca/fr/toutes-les-nouvelles/communiqués-de-presse/le-budget-2024-laisse-un-long-chemin-a-parcourir-pour-les-premieres-nations-declare-la-cheffe-nationale-woodhouse-nepinak-de-lapn/>.

Canadian Poverty Institute, 2024, <https://www.povertyinstitute.ca/poverty-canada>.

Conseil de gestion financière des Premières Nations, *Le projet Feuille de route*, 2022, <https://fnfmb.com/fr/direction/le-projet-feuille-de-route>.

Députée Leah Gazan, *It's Time for a Guaranteed Livable Basic Income*, 2024, <https://www.leahgazan.ca/basicincome>.

Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, 2019 – <https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/final-report/>.

Statistique Canada, *Recensement de la population, 2016-2021*, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/index-fra.cfm?DGUID=2021A000011124>.

Gouvernement du Canada, *Surreprésentation des Autochtones dans le système de justice pénale canadien : Causes et réponses*, 2023, <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/jr/cjs-oip/p3.html>.

Denica Dione Bleau et coll., *Common Ground Research Networks*, 2022 – « [Over-Incarceration of Indigenous People and Perpetuated Health Determinants: The Hidden Agenda of Genocide](#) », p. 2 à 4.

Statistique Canada. *Itinérance : comment en arrive-t-on là?*, 2023, <https://www.statcan.gc.ca/o1/fr/plus/5170-itinerance-comment-en-arrive-t-la>.

Le revenu de base garanti suffisant & le projet de loi S- 233

Sénatrice Kim Pate
Ontario

Dans quelle mesure le revenu de base garanti suffisant serait-il avantageux pour les secteurs de l'agriculture et de la pêche et en quoi les aiderait-il?

Un revenu de base garanti suffisant (RBGS) peut alléger la pression et le stress qu'éprouvent les agriculteurs et les pêcheurs ainsi que toute la population du Canada en ce qui concerne la production alimentaire et la chaîne d'approvisionnement.

Les Canadiens qui travaillent dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture doivent composer avec une incertitude financière attribuable aux circonstances et aux phénomènes naturels qui, bien qu'ils échappent à leur contrôle, peuvent avoir des conséquences considérables sur leurs revenus. Voilà qui crée une importante source de stress. En plus des coûts d'exploitation des installations agricoles et les entreprises de pêche, les profits réalisés par ces secteurs dépendent de conditions météorologiques favorables et de facteurs économiques tels que les tarifs douaniers et les accords commerciaux.

Agriculteurs et pêcheurs : santé mentale et manque de soutien

La recherche sur le lien entre le RBGS et la production alimentaire n'en est qu'à ses débuts, mais les crises sur le plan de la santé mentale qui assaillent l'ensemble de l'industrie agricole du pays sont au cœur de celle-ci. Selon la [Commission de la santé mentale du Canada](#), l'instabilité financière serait la principale raison expliquant la situation. Environ la moitié des agriculteurs souffrent régulièrement de dépression, d'anxiété et de stress. Dans une étude réalisée en 2022, un tiers des agriculteurs [a déclaré](#) avoir pensé au suicide dans la dernière année.

Dans un rapport de 2023, le Groupe de travail sur la santé mentale de l'Union nationale des fermiers a formulé six [recommandations](#) pour la mise en œuvre de politiques visant à renforcer la stabilité économique des agriculteurs et des travailleurs agricoles et à offrir un soutien accru aux agriculteurs qui font la transition vers des pratiques agricoles durables.

Les programmes nationaux d'aide au revenu pourraient contribuer à résoudre ces problèmes au moyen d'un filet de sécurité qui soulagerait les agriculteurs d'une certaine pression financière. En effet, le programme d'assurance-emploi (AE) dans sa forme actuelle tend à exclure de nombreux employés du secteur de la pêche et il n'existe pas de services ou de programmes concrets pour aider les producteurs d'aliments et leurs employés à se sortir de l'insécurité financière.

L'AE ne répond pas aux besoins de la plupart des salariés, en particulier ceux qui ont des horaires de travail irréguliers ou qui ne travaillent pas une semaine traditionnelle de cinq jours¹. Par conséquent, les travailleurs se tournent vers les formes d'aide supplémentaire qu'offrent les gouvernements provinciaux et fédéral. Le RBGS pourrait compléter les mesures d'aide existantes, sans toutefois les remplacer. Ainsi, lorsqu'il entrerait en vigueur, aucun bénéficiaire de programmes sociaux ne serait désavantagé : la plupart se trouveraient en meilleure posture.

De meilleures conditions dans l'industrie agroalimentaire

Le RBGS permettrait d'aider les agriculteurs et propriétaires d'entreprises de pêche à conserver leur gagne-pain en plus d'améliorer les conditions de travail de leurs employés et de hausser la qualité des produits. Grâce au filet de sécurité que constituerait le RBGS, les producteurs d'aliments auraient une plus grande liberté pour prendre des décisions cruciales quant à leur production.

Les producteurs des secteurs de la pêche et de l'agriculture sont soumis à une pression énorme pour répondre aux demandes d'approvisionnement alimentaire tout en générant suffisamment de revenus. En améliorant les conditions de travail d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, on peut s'attendre à ce que la qualité des produits alimentaires offerts à la population canadienne augmente.

L'avenir de la production alimentaire

Les programmes d'aide au revenu peuvent faire partie d'une stratégie nationale visant à soutenir l'avenir de l'industrie alimentaire canadienne. D'ici 2033, [40 % des agriculteurs canadiens auront pris leur retraite](#). L'agriculture au Canada est donc sur le point de vivre l'une des plus grandes transitions de son histoire en matière de main-d'œuvre et de relève.

¹ Les prestations d'assurance-emploi pour les agriculteurs sont soumises à des conditions strictes :

<https://www.canada.ca/fr/services/prestations/ae/assurance-emploi-fermier.html>

Le RBGS pourrait créer un filet de sécurité pour les nouveaux producteurs. Il pourrait servir d'aide au démarrage pour les communautés rurales du Canada qui souhaitent se lancer dans l'industrie de la pêche et de l'agriculture et contribuer ainsi à la croissance et à la viabilité de l'industrie.

La mise en œuvre d'un programme qui réduit considérablement la pauvreté peut favoriser la sécurité financière dans toutes les industries, enlever un stress financier aux producteurs agricoles et améliorer les conditions de travail ainsi que la qualité des produits de l'industrie alimentaire du pays.

Principales sources

Commission de la santé mentale du Canada, *L'agriculture et le suicide – Fiche d'information*, 2022, <https://commissionsantementale.ca/resource/lagriculture-et-le-suicide/>.

Université de Guelph, *Farmer Mental Health in Canada Worsened During Pandemic, U of G Research Finds*, 2022, <https://news.uoguelph.ca/2022/06/farmer-mental-health-in-canada-worsened-during-pandemic-u-of-g-research-finds/>.

Union nationale des fermiers, *Notes de terrain : Regard en amont sur la crise de la santé mentale des agriculteurs au Canada*, 2023, <https://www.nfu.ca/fr/learn/mental-health/>.

Union nationale des fermiers, *Tackling the Farm Income Crisis*, 2020, <https://www.nfu.ca/wp-content/uploads/2020/02/Farm-Income-Crisis.25.02.pdf>.

Banque Royale du Canada, *Agriculteurs demandés : Le renouvellement de la main-d'œuvre dont le Canada a besoin pour mener la prochaine révolution verte*, 2020, <https://leadershipavise.rbc.com/agriculteurs-demandes-le-renouvellement-de-la-main-doeuvre-dont-le-canada-a-besoin-pour-mener-la-prochaine-revolution-verte>.